

Une communauté de pratique pour le financement de la foresterie en Amérique latine

L'un des principaux défis pour mettre en œuvre les programmes forestiers nationaux (PFN) est de financer la gestion forestière durable. Si les marchés traditionnels et les mécanismes existants (notamment les lignes de crédit et les incitations fiscales) sont un bon point de départ, ils ne suffisent généralement pas pour garantir la compétitivité de la foresterie durable par rapport à d'autres types d'utilisation des terres plus particulièrement là où des forêts originelles sont concernées. Face à cette situation, quelques pays d'Amérique latine, comme le Brésil, la Colombie, le Costa Rica et le Mexique sont en première ligne pour créer, tester et appliquer de nouveaux mécanismes de financement (comme la rémunération des services environnementaux) ou améliorer ceux qui sont en place (comme les garanties qu'offrent les forêts) afin de développer de nouvelles opportunités de marché pour les services et produits forestiers.

A mesure que ces initiatives des pays progressent, se présente un autre défi qui est celui de rassembler, analyser et mettre à disposition les nouvelles informations, expériences et connaissances sur le financement de la foresterie aux niveaux local, national et international.

Pour promouvoir des modes de financement novateurs et permettre aux pays latino-américains d'échanger au niveau régional des informations sur leurs programmes forestiers nationaux, la FAO, l'Union mondiale pour la nature (UICN) et la Commission centraméricaine de l'environnement et du développement (CCAD), avec un appui des Pays-Bas, de l'Allemagne et des principales institutions chargées des programmes forestiers nationaux dans 18 pays d'Amérique latine, ont établi en 2005 un partenariat pour la gestion des connaissances, appelé Communauté de pratique pour le financement de la foresterie en Amérique latine. D'autres institutions adhèrent peu à peu à ce partenariat, notamment Tropenbos International, le Mécanisme pour les programmes forestiers nationaux, le Mécanisme mondial de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification, l'Organisation du Traité de coopération amazonienne (ACTO), la Société de sylviculture brésilienne et «Forest Trends».

Deux initiatives, un projet FAO/Pays-Bas/UICN et un projet Office allemand de la coopération technique (GTZ)/ACTO amazonienne aident actuellement la Communauté de pratique à réaliser des études nationales sur le financement de la foresterie. Des études ont

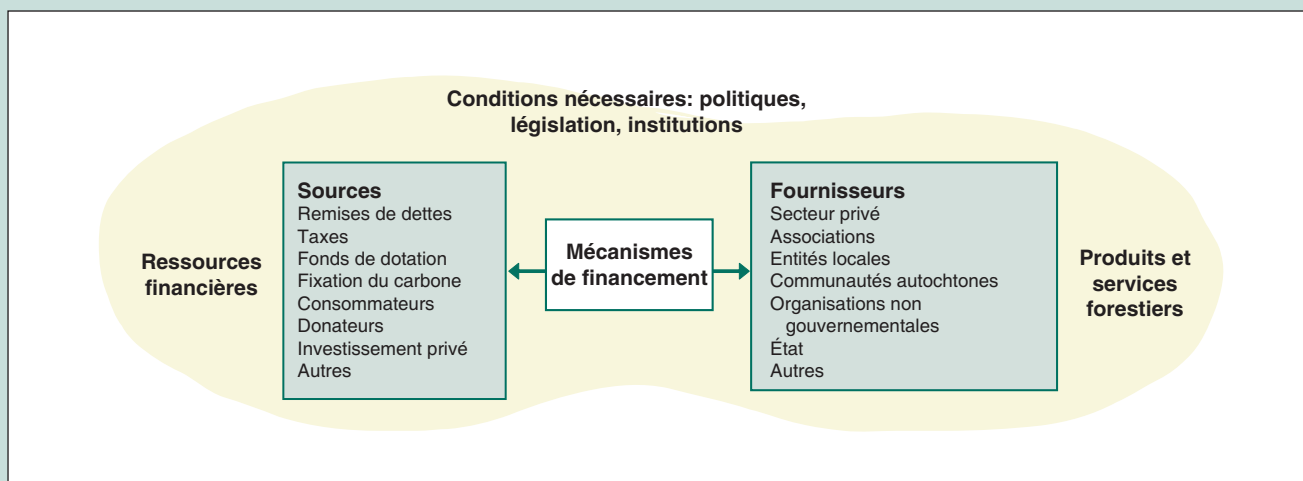
déjà été achevées au Brésil, en Colombie, au Costa Rica et au Mexique et d'autres sont en préparation dans 14 autres pays. Ces deux projets emploient des méthodes similaires et coordonnent leurs activités par le biais de la Communauté de pratique.

La Communauté de pratique aide des institutions nationales à élaborer des stratégies de financement nationales globales s'inscrivant dans leurs programmes forestiers nationaux. En gros, une stratégie nationale de financement du secteur forestier est une vision globale de l'ensemble des besoins et des moyens financiers à mettre en œuvre pour promouvoir l'utilisation et la conservation durables des forêts dans un pays donné, conformément à ses objectifs de politique et de développement. La stratégie est censée donner des orientations aux responsables des politiques et aux parties prenantes forestières sur la manière de financer à court et moyen termes les activités de gestion forestière durable envisagées, en tenant compte des nombreux usages des ressources forestières et des écosystèmes. Le Brésil et le Costa Rica sont des exemples de pays dans lesquels les processus du PFN contribuent à mettre ces stratégies en œuvre.

Le succès d'une stratégie nationale de financement du secteur forestier dépend de sa capacité à regrouper des approches de financement réalisables dans un outil de planification unique. Pour être complète, elle doit identifier les conditions et les changements nécessaires au fonctionnement des mécanismes de financement (voir figure). Elle doit identifier tous les produits et services potentiels que peuvent fournir les forêts du pays (pas seulement le bois) ainsi que tous les «fournisseurs» potentiels (côté droit de la figure). Elle désigne ensuite en conséquence les sources de financement potentielles des différents produits et services (côté gauche de la figure). La stratégie propose ensuite des mécanismes de liaison aussi efficaces que possibles entre les «fournisseurs» et les «clients» (ou bénéficiaires, c'est-à-dire ceux qui sont disposés à payer). Cela ne peut réussir, toutefois, que si la politique, les conditions juridiques et institutionnelles sont stabilisées pour attirer des fonds en vue de la gestion durable des forêts.

La Communauté de pratique a jusqu'à présent permis de dégager un certain nombre d'enseignements:

- Les pays examinent de nombreuses idées de mécanismes de financement novateurs mais ont des difficultés à les



mettre en œuvre probablement parce que les conditions requises (de politique, juridiques, institutionnelles) ne sont pas réunies. Les pays de la région sont parvenus à des degrés d'avancement très divers dans ce domaine, de sorte que les opportunités de partage des connaissances sont bonnes.

- Une pénurie générale de données sur les flux financiers dans le secteur forestier en Amérique latine entrave la compréhension des mécanismes de financement. Il est également difficile d'en élaborer de nouveaux du fait que l'on ignore la valeur des services (notamment, de la conservation de la biodiversité) et de certains produits forestiers non ligneux, ainsi que la disponibilité des consommateurs à payer ces services. De là, l'évaluation des biens et services qui à ce jour ne sont pas commercialisés reste un aspect important de la stratégie de financement des forêts.
- Les mécanismes de financement des forêts semblent fonctionner particulièrement bien lorsqu'ils sont appliqués au niveau local (notamment dans un district ou bassin versant spécifique), où l'identification des parties prenantes, les négociations et la surveillance sont relativement aisés, rendant ainsi les opérations transparentes.
- Le financement de la foresterie ouvre de nouvelles opportunités de renforcer les liens entre la foresterie et d'autres secteurs, en particulier les finances et la planification.

On note un regain d'intérêt au niveau international pour l'expérience latino-américaine de financement de la foresterie. C'est pourquoi la Communauté de pratique et ses partenaires examinent aussi les perspectives pour des

échanges d'expériences et de connaissances en dehors de la région. Un atelier interrégional pour ce genre d'échanges entre les pays d'Amérique latine et d'Asie, qui s'est tenu à Chiang Mai, Thaïlande en novembre 2006, a été un premier effort dans ce sens et il ne fait aucun doute que d'autres initiatives de ce genre lui feront suite.

De plus amples informations sur la Communauté de pratique sur le financement de la foresterie en Amérique latine sont disponibles à l'adresse: www.fao.org/forestry/mecanismosfinancieros

*Modèle de stratégie nationale
pour le financement de la gestion
polyvalente des forêts*